Interdisciplinary Finance and Development Journal

https://infinancejournal.com/

Revue Interdisciplinaire de Finance et de Développement

Article Type: Research Article

Received: 26/11/2025 **Volume/Issue: 3(2)**
Accepted: 20/04/2026 **Pub Date Season: Summer**
Published: 12/07/2026 **Pages: 195-211**

Cite as: Diallo, A. M., Komina, A. & Traoré, A. (2026). Fonctions ostentatoires et logiques redistributives de la monnaie en contexte ouest-africain : une ethnographie économique des transferts cérémoniels, tontines et dépenses de prestige au Mali. *Interdisciplinary Finance and Development Journal, 3(2),* 195-211.

Fonctions ostentatoires et logiques redistributives de la monnaie en contexte ouest-africain : une ethnographie économique des transferts cérémoniels, tontines et dépenses de prestige au Mali

Abdoulaye Mohamed DIALLO[1], Adama KOMINA[2], Dr. Amadou TRAORE[3]

[1]Doctorant, Ecole Doctorale « Droit-Economie-Sciences Sociales-Lettres et Arts » ED-DESSLA Mali, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Bamako (FSEG), dialloba41@gmail.com, ORCID : 0009-0009-0141-0822

[2]Doctorant, Ecole Doctorale « Droit-Economie-Sciences Sociales-Lettres et Arts » ED-DESSLA Mali, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Bamako (FSEG), adamakomina@gmail.com, ORCID : 0009-0004-8022-6620

[3]Enseignant chercheur et Maître de Conférences CAMES Université de Ségou (US), Mali. tamadou8@yahoo.fr, ORCID : 0000-0002-7077-2247

DOI : 10.5281/zenodo.21324015

RÉSUMÉ

L'article analyse les fonctions sociales, symboliques et redistributives de la monnaie en contexte ouest-africain, en s'appuyant sur une ethnographie économique menée au Mali. Loin d'être uniquement un instrument d'échange ou de mesure de valeur, la monnaie y apparaît comme un vecteur de relations sociales, de prestige et de solidarité communautaire. Les pratiques telles que les transferts cérémoniels (mariages, baptêmes, funérailles), les tontines et les dépenses de prestige illustrent une logique de circulation monétaire fondée sur la reconnaissance sociale et la réciprocité plutôt que sur l'accumulation individuelle. À travers ces dispositifs, les acteurs économiques redéfinissent la richesse en termes de réputation, d'appartenance et de pouvoir symbolique, inscrivant la monnaie dans une économie morale et relationnelle propre aux sociétés ouest-africaines. L'article montre ainsi que les usages ostentatoires de la monnaie participent à la cohésion sociale et à la redistribution des ressources, tout en révélant les tensions entre valeurs traditionnelles de solidarité et logiques modernes de capitalisation.

Mots-clés : *monnaies ; ethnographie ; tontines ; économie ; redistribution*

Ostentatious Functions and Redistributive Logics of Money in West Africa: An Economic Ethnography of Ceremonial Transfers, Tontines, and Prestige Spending in Mali

ABSTRACT

This article analyzes the social, symbolic, and redistributive functions of money in the West African context, based on economic ethnography conducted in Mali. Far from being solely an instrument of exchange or a measure of value, money appears to be a vehicle for social relations, prestige, and community solidarity. Practices such as ceremonial transfers (weddings, baptisms, funerals), tontines, and prestige spending illustrate a logic of monetary circulation based on social recognition and reciprocity rather than individual accumulation. Through these mechanisms, economic actors redefine wealth in terms of reputation, belonging, and symbolic power, placing money within a moral and relational economy specific to West African societies. The article thus shows that ostentatious uses of money contribute to social cohesion and the redistribution of resources, while revealing the tensions between traditional values of solidarity and modern logic of capitalization.

Keywords : *currencies; ethnography; tontines; economy; redistribution*

INTRODUCTION

Les procédures En Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement au Mali, la monnaie dépasse largement sa fonction économique classique pour s'inscrire au cœur des dynamiques sociales, symboliques et politiques. Loin d'être un simple instrument d'échange, elle constitue un opérateur social qui façonne les relations, hiérarchise les statuts et consolide les solidarités (Guyer, 2004 ; Shipton, 2007). Dans les sociétés sahéliennes, les usages de la monnaie s'articulent autour d'un ensemble de pratiques – transferts cérémoniels, tontines, dons socialement obligés, dépenses de prestige – qui relèvent d'une logique ostentatoire et redistributive profondément ancrée dans les normes communautaires. Ces pratiques, qui mobilisent significativement les ressources des ménages, contribuent à la fois à la reproduction de l'ordre social et à la gestion des risques dans un contexte marqué par l'incertitude économique et politique (Bourdieu, 1977 ; Meillassoux, 1981).

Au Mali, les transferts cérémoniels liés aux mariages, baptêmes, funérailles, fêtes religieuses ou événements communautaires jouent un rôle de premier plan dans la matérialisation du prestige, de l'honneur et de la solidarité. Ils participent à une économie morale du don où la visibilité sociale prime sur la rationalité économique stricte (Mauss, 1923 ; Zahan, 1980). Parallèlement, les tontines – formes d'épargne rotative et solidaire – consacrent une organisation collective de la redistribution et de la gestion financière, particulièrement chez les femmes, qui y trouvent un espace d'autonomie et de sécurisation sociale (Ardener & Burman, 1995 ; Bako-Arifari, 2001). Quant aux dépenses de prestige, elles s'inscrivent dans une logique de démonstration statutaire : investir dans les cérémonies, les biens ostentatoires ou les dons publics permet d'affirmer son rang social, de renforcer des alliances et de susciter des réciprocités futures (Bayart, 1993 ; Diawara, 1985).

Toutefois, ces pratiques ne sont pas exemptes de tensions. Elles s'inscrivent dans un contexte d'urbanisation rapide, d'inégalités économiques croissantes et de transformations des modes de consommation, qui redéfinissent les formes traditionnelles de solidarité et accentuent parfois la pression sociale exercée sur les ménages. La question se pose dès lors de savoir comment ces usages ostentatoires

et redistributifs de la monnaie structurent aujourd'hui les relations socio-économiques au Mali, et en quoi ils peuvent constituer à la fois des mécanismes de cohésion et des sources de vulnérabilité.

Cet article propose une ethnographie économique des pratiques monétaires cérémonielles, des tontines et des dépenses de prestige dans le contexte malien. Il analyse la manière dont la monnaie circule, se transforme et produit du lien social, en articulant approches anthropologiques, économiques et sociologiques. Il s'agit de comprendre comment ces logiques de dépense et de redistribution s'inscrivent dans les dynamiques contemporaines – urbanisation, crise économique, transformation des normes sociales – tout en révélant les tensions entre prestige, solidarité et contraintes économiques. L'étude ambitionne ainsi de contribuer à une compréhension fine des économies africaines, en montrant que la monnaie, loin d'être neutre, est un vecteur central de la construction sociale.

1 Cadre conceptuel et théorique

Dans les sociétés ouest-africaines, la monnaie ne se limite pas à une fonction transactionnelle. Elle circule à travers des réseaux denses de significations sociales, culturelles et symboliques. Les usages monétaires[3], loin d'être neutres, s'inscrivent dans des logiques de reconnaissance, de réciprocité et de visibilité. Cette approche rejoint les travaux de Mauss (2002), pour qui les échanges monétaires relèvent d'un fait social total, mobilisant des dimensions juridiques, religieuses et économiques.[4] En Afrique, la monnaie est souvent investie d'une charge relationnelle qui dépasse la stricte mesure de valeur (Guyer, 2004).

La réflexion s'appuie également sur les analyses de Zelizer (1997), qui montre que les usages de la monnaie sont socialement encadrés et moralement codifiés. Dans le contexte malien, les transferts monétaires s'insèrent dans des dynamiques de parenté, de solidarité et de prestige, comme l'a observé Dembelé (2019) dans ses enquêtes ethnographiques. La monnaie devient ainsi un vecteur de visibilité sociale, un instrument de régulation des hiérarchies et un support de l'appartenance communautaire.

Ce cadre conceptuel mobilise des perspectives croisées en anthropologie, sociologie et économie[5], afin de penser les pratiques monétaires comme des expressions situées de rapports sociaux. Il prépare l'analyse ethnographique des usages observés sur le terrain, en mettant l'accent sur les logiques de redistribution, les stratégies d'ostentation et les formes de solidarité.

---

[3] La politique de développement des pays développés repose sur des logiques de rationalisation budgétaire et d'efficience économique, excluant les usages symboliques ou statutaires de la monnaie. Elle considère la dépense comme un instrument technique, non comme un vecteur de reconnaissance sociale ou de légitimation communautaire.

[4] Selon Mauss (2002), la monnaie engage simultanément des dimensions juridiques, religieuses et économiques c'est à dire que lorsqu'un homme verse la dot, il scelle juridiquement une alliance entre familles. Lors des fêtes religieuses, les dons monétaires accomplissent une obligation spirituelle et renforcent la piété du donateur. Et dans les marchés ruraux, la monnaie circule selon des normes sociales implicites, révélant une économie morale plutôt qu'un simple échange marchand.

[5] Les usages de la monnaie au Mali relèvent de systèmes de sens, de normes sociales et de logiques relationnelles que seule une approche croisée entre économie, anthropologie et sociologie permet de saisir dans leur complexité.

1.1 La monnaie comme fait social total

Dans les sociétés ouest-africaines, la monnaie ne se limite pas à une fonction de mesure ou d'échange. Elle s'inscrit dans des logiques sociales, culturelles et politiques qui en font un objet relationnel, porteur de significations multiples. Cette approche s'inspire des travaux de Mauss (2002), qui considère que les échanges monétaires mobilisent simultanément des dimensions juridiques, rituelles et symboliques. En Afrique, la monnaie est souvent enchâssée dans des réseaux de parenté, de solidarité et de prestige, comme l'ont montré Guyer (2004) et Dembelé (2019) dans leurs enquêtes sur les transferts cérémoniels et les dons publics.

Bruno Théret (2020) propose une lecture néo-régulationniste de la monnaie, en soulignant qu'elle est toujours encastrée dans des institutions sociales et politiques. Cette perspective rejoint celle de Victor Komla Alipui (2020), qui analyse la monnaie comme levier de cohésion sociale et de développement en Afrique de l'Ouest. Dans le contexte malien, les usages monétaires sont façonnés par des normes communautaires, des obligations morales et des stratégies de visibilité sociale[6], comme l'a observé l'équipe du Centre de recherche et d'analyses politiques, économiques et sociales du Mali (2019).

Zelizer (1997) insiste sur le fait que la monnaie n'est jamais neutre. Elle est affectée, catégorisée et codifiée selon les contextes d'usage. Cette idée est prolongée par les travaux de Marie-Esther Mukamurera (2015), qui montre que les pratiques économiques en Afrique sont traversées par des logiques de reconnaissance et de réciprocité. Enfin, Polanyi (1944) rappelle que les économies ne sont jamais désencastrées [7]des structures sociales, et que la monnaie, loin d'être un simple équivalent universel, fonctionne comme un marqueur de position et un outil de régulation sociale.

1.2 Les logiques de redistribution et de solidarité en Afrique de l'Ouest

Les pratiques économiques en Afrique de l'Ouest reposent sur des formes de redistribution qui s'articulent autour de la parenté, de la réputation et de l'appartenance communautaire. Sahlins (1972) distingue la réciprocité généralisée comme fondement de ces échanges, où le don différé renforce les

[6] Lors d'un mariage à Bamako, le choix d'une salle prestigieuse et la distribution publique d'enveloppes aux invités constituent une mise en scène monétaire codifiée, destinée à affirmer le statut social du donateur et à renforcer son ancrage communautaire.

[7] La reconnaissance sociale fondée sur la distribution ostentatoire de monnaie lors des cérémonies tend à instaurer une compétition symbolique qui fragilise les équilibres économiques des ménages. Elle génère des pressions normatives et des attentes sociales contraignantes, pouvant conduire à l'endettement ou à la marginalisation de ceux qui ne peuvent suivre le rythme imposé par les logiques de prestige. À l'échelle macroéconomique, cette logique de dépense ostentatoire détourne une part significative de la liquidité nationale vers des usages non productifs, affaiblissant ainsi l'investissement dans les secteurs structurants de l'économie. Cette dynamique de dépense ostentatoire peut engendrer un déséquilibre monétaire en accentuant la vitesse de circulation de la monnaie sans contrepartie productive, ce qui perturbe les équilibres entre offre et demande. Elle favorise une concentration des flux monétaires dans des sphères de consommation symbolique, au détriment des mécanismes de stabilisation et d'allocation optimale des ressources à l'échelle nationale.

liens sociaux. Olivier de Sardan (1999) observe que les transferts informels,[8] loin d'être marginaux, constituent des régulateurs essentiels dans les économies locales.

Bayart (2000) introduit la notion d'"économie du politique", soulignant que les ressources circulent selon des logiques de pouvoir et de prestige[9]. Dans cette dynamique, les femmes [10]jouent un rôle structurant, comme le montrent Sow (2004) et Mukamurera (2015), notamment à travers les tontines et les réseaux d'entraide. Kane (2011), en étudiant les migrants sénégalais, met en lumière la recomposition des solidarités autour des diasporas et des affiliations religieuses.

Au Mali, Sanogo (2018) décrit une pluralité de mécanismes redistributifs, entre coutume et recomposition urbaine, où la visibilité des gestes solidaires renforce le statut social. Hountondji (2002) et Dia (1996) insistent sur la rationalité propre à ces formes de solidarité, qui traduisent une intelligence sociale adaptée aux contextes locaux.

Tableau 1 : Typologie des logiques de redistribution en Afrique de l'Ouest selon les contextes sociaux

Contexte	**Acteurs principaux**	**Modalités de redistribution**	**Finalités sociales**
Rural	Chefs de lignage, femmes	Dons coutumiers, entraide agricole	Cohésion, respect des traditions
Urbain	Voisins, collègues	Tontines, aides ponctuelles	Sécurisation, visibilité sociale
Diasporique	Migrants, associations	Transferts, financements collectifs	Légitimation, ancrage communautaire

[8] Selon l'enquête de la BCEAO, les transferts informels au Mali effectués via voyageurs, commerçants ou réseaux non bancarisés représentent une part substantielle des flux monétaires entrants, estimée à plus de 40 % des envois de fonds des migrants, échappant ainsi aux circuits financiers formels et aux instruments de régulation macroéconomique

[9] Les logiques de pouvoir et de prestige reposent sur la capacité à exhiber des ressources dans des espaces publics codifiés, où la dépense devient un instrument de légitimation sociale et de hiérarchisation symbolique. Même les ménages modestes s'efforcent d'y participer pour éviter la stigmatisation et préserver leur dignité communautaire. Cette pression sociale les pousse parfois à recourir à l'endettement ou à des sacrifices économiques pour maintenir leur visibilité dans les cercles d'interaction. Malgré leur précarité, certains ménages pauvres adoptent des comportements de dépense ostentatoire irrationnels, motivés par des impératifs de reconnaissance sociale et de conformité aux normes communautaires, même au prix de leur équilibre économique.

[10] Les femmes, en tant que principales organisatrices des cérémonies et gardiennes des normes sociales, assument une responsabilité symbolique dans la mise en scène de la dépense, où leur capacité à mobiliser et redistribuer la monnaie devient un vecteur central de prestige et de légitimation communautaire.

Note : Les formes de redistribution observées en Afrique de l'Ouest peuvent être synthétisées selon les contextes, les acteurs mobilisés et les finalités poursuivies, comme le montre le tableau ci-dessous.

Source : Auteur à partir des travaux de de Sahlins (1972), Olivier de Sardan (1999), Bayart (2000), Sow (2004), Mukamurera (2015), Kane (2011), Sanogo (2018), Dia (1996), Hountondji (2002).

1.3 L'ostentation et la reconnaissance sociale par la dépense

Dans les sociétés ouest-africaines, la dépense monétaire ne se limite pas à une opération économique. Elle constitue un acte socialement situé, porteur de significations identitaires, statutaires et relationnelles. Cette perspective s'inscrit dans les travaux de Veblen (1899), qui analyse les usages visibles de la richesse comme des stratégies de distinction. En Afrique de l'Ouest, ces stratégies prennent des formes spécifiques, liées aux rites de passage, aux cérémonies familiales et aux obligations communautaires, comme l'ont montré Marie-Angélique Savané (2005) et Abdoulaye Niang (2012).

La dépense ostentatoire fonctionne comme un langage social, où l'abondance affichée permet de renforcer la position dans les hiérarchies locales. Bourdieu (1980) souligne que les pratiques de consommation sont structurées par des logiques de classement, où le capital économique se convertit en capital symbolique. Cette conversion est particulièrement visible dans les contextes de mariage, de funérailles ou de baptême, où la générosité publique devient un vecteur de reconnaissance et de légitimation (Mbodj, 2017).

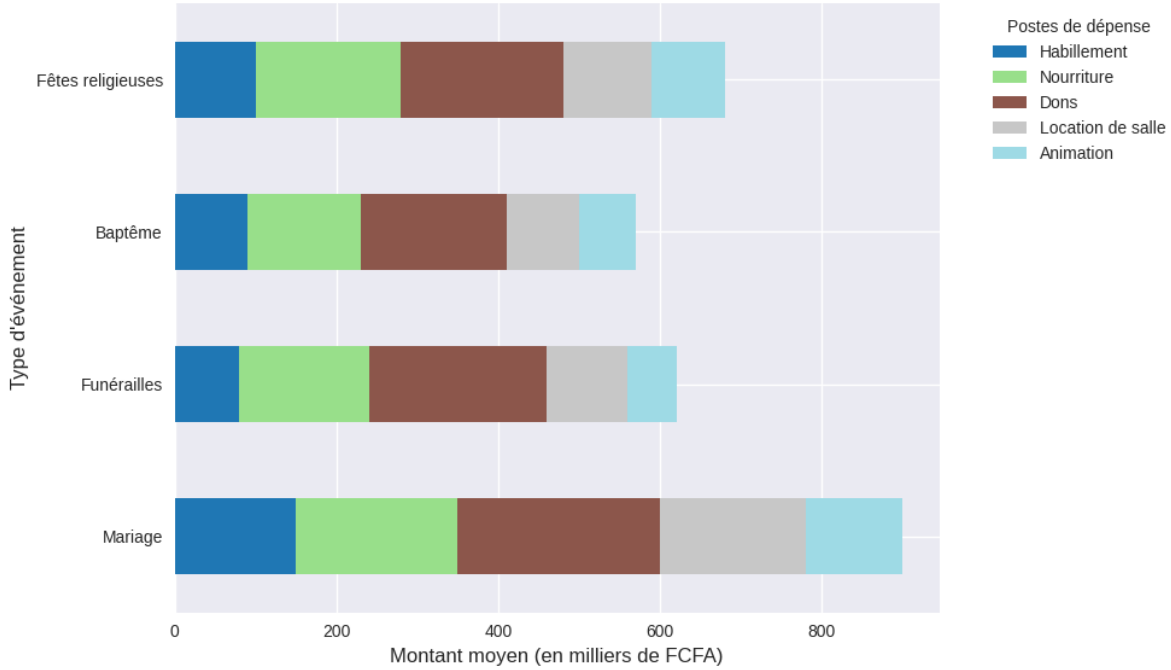
Les travaux de Deborah James (2015) et de Mamadou Diouf (2003) montrent que la dépense visible peut aussi servir à négocier des formes d'appartenance, notamment dans les espaces urbains marqués par la mobilité sociale et les recompositions identitaires.[11] Dans ces contextes, l'ostentation devient un outil de visibilité, mais aussi de protection, en signalant l'accès à des ressources et à des réseaux. Cette logique est également présente dans les pratiques diasporiques, où les transferts monétaires vers le pays d'origine sont souvent accompagnés de gestes publics de générosité (Kane, 2011).

Au Mali, les recherches de Bintou Sanogo (2018) et de Yaya Koné (2020) mettent en évidence la centralité des dépenses de prestige dans les dynamiques de réputation. Ces dépenses ne relèvent pas d'un excès, mais d'une rationalité sociale, où l'investissement dans la visibilité permet de consolider les alliances, d'honorer les ancêtres et de sécuriser les trajectoires familiales. Elles traduisent une conception relationnelle de la richesse, fondée sur le partage, la mémoire et la reconnaissance.

Enfin, les analyses de Paulin Hountondji (2002) et de Fatou Sow (2004) invitent à penser ces pratiques comme des formes d'intelligence sociale, capables de produire de la régulation et de la cohésion. Loin d'être des comportements irrationnels, les dépenses ostentatoires participent à la reproduction des liens sociaux et à la stabilisation des appartenances.

[11] Au Mali, certaines ethnies comme les Soninké, les Bamanan et les Peulh se distinguent par des styles de dépense cérémonielle spécifiques, mobilisés comme signes de distinction et d'ancrage identitaire dans les espaces urbains. Ces pratiques différenciées, visibles dans les mariages, funérailles ou baptêmes, traduisent des stratégies symboliques d'appartenance et de hiérarchisation sociale.

Graphique 1 : Répartition des postes de dépense ostentatoire selon les types d'événements au Mali



Source : données en estimation, fondées sur les observations de terrain

Note : Les mariages mobilisent les montants les plus élevés, notamment pour les dons (250) et la nourriture (200), traduisant une forte exigence de visibilité et de légitimation sociale. Les funérailles, bien que moins spectaculaires, restent marquées par des dons importants (220), soulignant leur rôle dans la mémoire et la cohésion communautaire. Les baptêmes et fêtes religieuses présentent des profils plus équilibrés, avec une attention particulière portée à la nourriture et à l'habillement. Cette hiérarchisation des dépenses confirme que l'ostentation n'est pas un excès, mais une stratégie sociale codifiée, où chaque poste de dépense répond à une fonction précise (reconnaissance, protection, ancrage ou transmission).

2 Ethnographie économique des pratiques monétaires au Mali

L'analyse des usages monétaires au Mali révèle une pluralité de pratiques qui échappent aux catégories classiques de l'économie formelle. Ces pratiques, souvent informelles mais socialement structurées, traduisent des logiques de redistribution, de solidarité et de visibilité qui s'inscrivent dans des contextes culturels spécifiques. Loin d'être résiduelles, elles constituent des formes d'organisation économique à part entière, fondées sur la confiance, la mémoire sociale et les obligations morales.

Cette ethnographie économique s'appuie sur des enquêtes de terrain, des récits de vie et des observations participantes, afin de restituer la complexité des transferts cérémoniels, des tontines et des dépenses de prestige. Elle prolonge les travaux de Olivier de Sardan (2003), qui insiste sur la nécessité de penser les économies africaines à partir de leurs logiques propres, et ceux de Sanogo (2018), qui montre que les

pratiques monétaires au Mali sont profondément enracinées dans les dynamiques sociales et symboliques.

Les contributions de Jane Guyer (2004), Abdoulaye Niang (2012), Deborah James (2015) et Fatou Sow (2004) permettent d'élargir la perspective en intégrant les dimensions genrées, diasporiques et urbaines des usages monétaires. Cette approche croisée vise à restituer la rationalité sociale des pratiques observées, en évitant les biais normatifs et les jugements exogènes.

2.1 Les transferts cérémoniels : entre solidarité et compétition symbolique

Les transferts monétaires associés aux cérémonies familiales et communautaires au Mali constituent des pratiques socialement codifiées, où la dépense devient un vecteur de reconnaissance, de régulation et de mémoire. Ces transferts, observés lors des mariages, funérailles, baptêmes ou fêtes religieuses, ne relèvent pas d'une logique transactionnelle, mais d'une économie relationnelle fondée sur l'obligation morale, la réciprocité différée et la visibilité sociale. Olivier de Sardan (2003) souligne que ces pratiques s'inscrivent dans des systèmes de normes implicites, où le don monétaire est à la fois un acte de solidarité et une affirmation de statut.

Au Mali, Sanogo (2018) montre que les transferts cérémoniels mobilisent des ressources importantes, souvent au-delà des capacités immédiates des ménages, dans une logique de prestige et de consolidation des alliances. Ces gestes, bien qu'orientés vers le collectif, traduisent aussi une compétition symbolique, où la générosité affichée devient un indicateur de position sociale. Mbodj (2017) observe que dans les milieux urbains, cette compétition se manifeste par la surenchère dans les dépenses, les dons publics et les gestes spectaculaires.

Les travaux de Fatou Sow (2004) et de Marie-Angélique Savané (2005) mettent en évidence le rôle structurant des femmes dans ces transferts, notamment à travers la gestion des ressources cérémonielles et l'organisation des collectes. Cette centralité féminine traduit une compétence sociale, où la maîtrise des flux monétaires devient un levier d'influence et de reconnaissance. Kane (2011), en étudiant les pratiques diasporiques, montre que les transferts liés aux cérémonies sont souvent amplifiés par les migrants, dans une logique de retour symbolique et de légitimation transnationale.

La dimension compétitive de ces transferts ne s'oppose pas à leur fonction solidaire. Elle la complète, en inscrivant les individus dans des réseaux d'interdépendance, de mémoire et de réputation. James (2015) souligne que ces pratiques, loin d'être irrationnelles, traduisent une rationalité située, où la dépense cérémonielle devient un investissement social. Koné (2020) confirme que dans les quartiers populaires de Bamako, la participation aux cérémonies constitue une stratégie de visibilité, de protection et d'ancrage communautaire.

Tableau 2 : Typologie des transferts monétaires cérémoniels au Mali selon les événements sociaux

Type d'événement	**Acteurs impliqués**	**Modalités de transfert**	**Fonctions sociales principales**
Mariage	Famille élargie, amis, voisins	Dons publics, enveloppes, dot symbolique	Consolidation des alliances, visibilité sociale
Funérailles	Parenté, communauté locale	Contributions collectives, dons rituels	Honneur aux défunts, mémoire, cohésion
Baptême	Parrains, proches, voisins	Cadeaux monétaires, dons en nature	Reconnaissance, ancrage communautaire
Fêtes religieuses	Membres de la confrérie, voisins	Offrandes, dons visibles, partages	Légitimation spirituelle, prestige collectif

Source : Auteur à partir des travaux de Olivier de Sardan (2003), Sanogo (2018), Mbodj (2017), Sow (2004), Savané (2005), Kane (2011), James (2015), Koné (2020), Niang (2012).

Ce tableau met en évidence la diversité des transferts cérémoniels au Mali, en croisant les types d'événements, les acteurs mobilisés, les modalités de transfert et les fonctions sociales poursuivies. Il illustre que la dépense cérémonielle ne relève pas d'un simple geste économique, mais d'une stratégie sociale codifiée, où la générosité affichée permet de renforcer les liens, d'honorer les obligations et de consolider les statuts. La visibilité du don, sa mise en scène et sa réception sont autant d'éléments qui traduisent une économie de la mémoire et de la reconnaissance.

2.2 Les tontines : espaces de confiance et de redistribution

Les tontines occupent une place centrale dans les économies sociales ouest-africaines. Elles constituent des dispositifs de mobilisation collective de l'épargne, fondés sur la confiance, la régularité et la solidarité. Ces structures, souvent informelles mais socialement encadrées, permettent aux membres de répondre à des besoins économiques tout en consolidant les liens sociaux. Olivier de Sardan (2003) souligne que les tontines fonctionnent selon des règles implicites, où la parole donnée, la réputation et la mémoire collective jouent un rôle structurant.

Au Mali, Sanogo (2018) observe que les tontines se déclinent en plusieurs formes : rotatives, à capitalisation, ou à finalité sociale. Elles s'inscrivent dans des logiques de redistribution, où la participation régulière devient un acte de reconnaissance et d'appartenance. Mukamurera (2015) insiste

sur la dimension genrée de ces dispositifs, en montrant que les femmes y trouvent un espace de sécurisation financière, de valorisation sociale et de négociation identitaire.

Les travaux de Deborah James (2015) et de Fatou Sow (2004) mettent en évidence la capacité des tontines à articuler des rationalités économiques et relationnelles. Elles permettent de contourner les défaillances du système bancaire, tout en renforçant les solidarités locales. Kane (2011), en étudiant les pratiques diasporiques, montre que les tontines transnationales prolongent ces logiques, en intégrant les migrants dans des réseaux de redistribution et de reconnaissance.

La confiance constitue le socle de ces dispositifs. Koné (2020) observe que dans les quartiers populaires de Bamako, l'entrée dans une tontine repose sur la réputation, la régularité et la capacité à respecter les engagements. Mbodj (2017) ajoute que les tontines ne sont pas seulement des instruments financiers, mais des espaces de sociabilité, de régulation et de visibilité. Elles traduisent une rationalité située, où l'épargne devient un acte social, inscrit dans des trajectoires familiales, professionnelles et communautaires.

Enfin, les analyses de Marie-Angélique Savané (2005) et de Paulin Hountondji (2002) invitent à penser les tontines comme des formes d'intelligence sociale, capables de produire de la résilience, de la régulation et de l'innovation. Elles ne relèvent pas d'un archaïsme, mais d'une capacité à organiser la vie économique à partir de ressources locales et de normes partagées.

2.3 Les dépenses de prestige : une économie de la visibilité

Les dépenses de prestige observées au Mali s'inscrivent dans une logique de mise en scène sociale, où la visibilité des ressources mobilisées devient un vecteur de reconnaissance, de légitimation et d'ancrage communautaire. Ces pratiques, souvent associées aux cérémonies familiales, aux fêtes religieuses ou aux événements publics, traduisent une économie de la réputation, fondée sur l'affichage maîtrisé de la générosité. Bourdieu (1980) souligne que la dépense, lorsqu'elle est rendue publique, permet de convertir des ressources économiques en capital symbolique, renforçant ainsi la position sociale des individus.

Dans les contextes urbains maliens, Sanogo (2018) observe que les dépenses ostentatoires constituent une stratégie d'inscription dans les hiérarchies locales, où la capacité à donner, à organiser et à recevoir devient un indicateur de respectabilité. Mbodj (2017) montre que ces pratiques ne relèvent pas d'un excès, mais d'une rationalité sociale, où l'investissement dans la visibilité permet de consolider les alliances et de sécuriser les trajectoires familiales. Koné (2020), en étudiant les quartiers populaires de Bamako, met en évidence la fonction protectrice de ces dépenses, qui signalent l'accès à des ressources et à des réseaux de soutien.

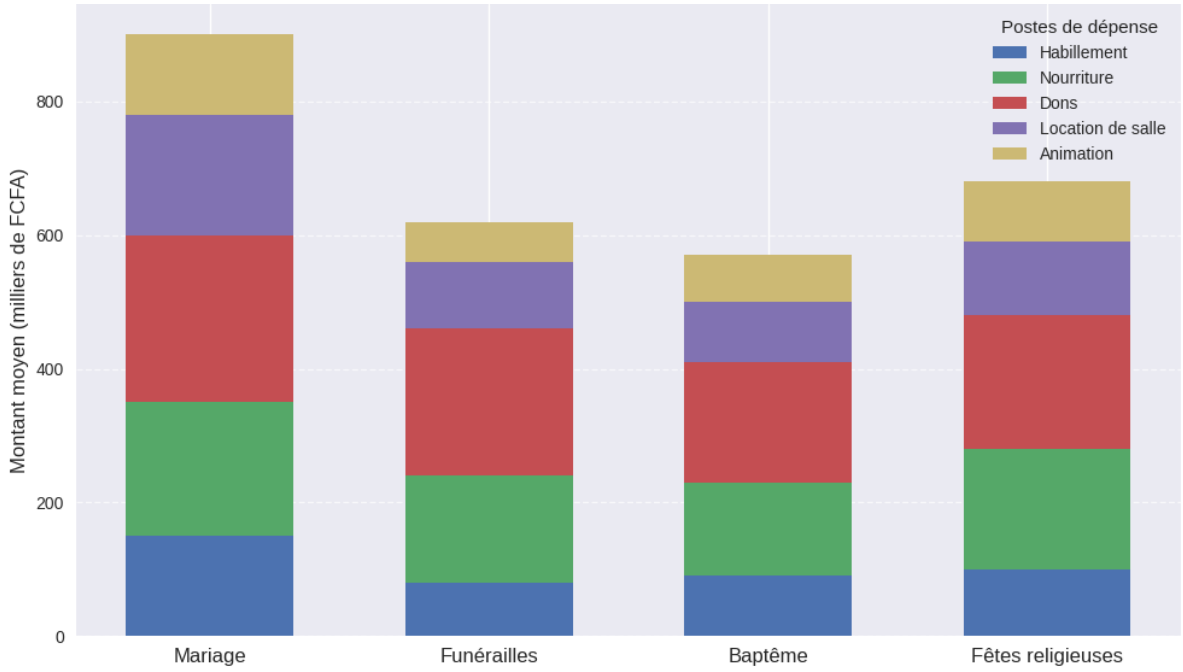
Les travaux de Deborah James (2015) et de Abdoulaye Niang (2012) soulignent que la dépense visible peut aussi servir à négocier des formes d'appartenance, notamment dans les espaces marqués par la mobilité sociale. Cette logique est prolongée par Kane (2011), qui montre que les transferts monétaires

effectués par les migrants sont souvent accompagnés de gestes publics de prestige, dans une dynamique de retour symbolique et de légitimation transnationale.

La dimension genrée de ces pratiques est également centrale. Savané (2005) et Sow (2004) insistent sur le rôle des femmes dans la gestion des dépenses de prestige, notamment à travers l'organisation des cérémonies, la mobilisation des ressources et la régulation des flux. Ces compétences sociales traduisent une capacité à orchestrer la visibilité, à négocier les statuts et à renforcer les solidarités.

Enfin, les analyses de Paulin Hountondji (2002) invitent à penser ces pratiques comme des formes d'intelligence sociale, capables de produire de la régulation, de la cohésion et de la reconnaissance. Loin d'être des comportements irrationnels, les dépenses de prestige participent à la reproduction des liens sociaux et à la stabilisation des appartenances.

Graphique 2 : Composition des dépenses de prestige selon les événements au Mali



Source : Auteur

Ce graphique en barres empilées présente les montants moyens (en milliers de FCFA) consacrés à cinq postes de dépense lors de quatre types d'événements : mariage, funérailles, baptême et fêtes religieuses. Chaque barre est segmentée par poste : habillement, nourriture, dons, location de salle et animation.

Le mariage se distingue par une intensité de dépense sur tous les postes, notamment les dons (250) et la nourriture (200), traduisant une exigence maximale de visibilité et de légitimation sociale. Les funérailles mobilisent des ressources importantes en dons (220) et nourriture (160), soulignant leur rôle dans la mémoire et la cohésion. Les baptêmes et fêtes religieuses présentent des profils plus équilibrés, avec une attention particulière portée à la nourriture et à l'habillement.

La structure empilée du graphique permet de visualiser non seulement les montants totaux, mais aussi la composition interne des dépenses, révélant les priorités symboliques propres à chaque événement. Cette hiérarchisation confirme que la dépense de prestige est une pratique codifiée, où chaque poste répond à une fonction sociale précise : reconnaissance, protection, ancrage ou transmission.

Conclusion

L'analyse des fonctions ostentatoires et des logiques redistributives de la monnaie en contexte ouest-africain, à partir du cas malien, met en évidence la profondeur sociale, symbolique et politique des pratiques monétaires au-delà de leur strict usage économique. Les transferts cérémoniels, les tontines et les dépenses de prestige apparaissent comme des dispositifs centraux de construction du lien social, de gestion des risques et de production de statut dans des sociétés où la valeur de l'argent ne se réduit pas à son pouvoir d'achat, mais s'enrichit de significations culturelles multiples.

Cette ethnographie économique montre que la monnaie circule selon des logiques où se combinent don, obligation morale, anticipation de la réciprocité et recherche de visibilité sociale. Les transferts cérémoniels traduisent ainsi une économie morale reposant sur l'honneur, l'entraide et la reconnaissance communautaire. Les tontines, quant à elles, incarnent une forme d'organisation collective de la sécurité économique qui assure à la fois solidarité et discipline financière. Les dépenses de prestige, enfin, révèlent comment la mise en scène de l'abondance ou de la générosité contribue à produire du capital symbolique et à entretenir les hiérarchies sociales.

Toutefois, ces pratiques ne sont pas exemptes d'ambiguïtés. Elles participent à la cohésion sociale tout en générant des pressions économiques importantes sur les ménages, en particulier dans un contexte marqué par l'inflation, la précarité et la transformation rapide des modes de consommation. Les logiques ostentatoires peuvent créer des tensions entre normes communautaires et rationalité budgétaire individuelle, tandis que les attentes de redistribution peuvent, dans certains cas, fragiliser les économies familiales. La monnaie apparaît alors comme un espace où s'affrontent aspirations individuelles, contraintes sociales et dynamiques économiques contemporaines.

En définitive, l'étude de ces pratiques permet de comprendre que la monnaie, au Mali comme dans de nombreuses sociétés ouest-africaines, constitue un vecteur essentiel de la cohésion et de l'ordre social, mais aussi un terrain de négociation permanente entre tradition et modernité. Elle invite à repenser les analyses économiques en tenant compte des dimensions anthropologiques et socioculturelles qui structurent les comportements monétaires. Pour les politiques publiques comme pour les acteurs du développement, cela implique de reconnaître la légitimité et la fonction des formes locales de redistribution et d'épargne, afin d'élaborer des interventions plus contextualisées et socialement intelligentes.

Cette recherche ouvre enfin la voie à des perspectives d'étude complémentaires, notamment sur l'impact des transformations numériques, de l'urbanisation ou de la crise économique sur les pratiques de don,

de solidarité et d'ostentation. Elle rappelle l'importance d'une approche pluridisciplinaire pour saisir la complexité des économies africaines et la manière dont elles articulent valeurs sociales et usages de la monnaie.

Références bibliographiques

Dembelé, M. (2019). Monnaie et parenté au Mali. *Revue d'anthropologie des savoirs*, 15(2), 45–63.

Guyer, J. I. (2004). *Marginal Gains: Monetary Transactions in Atlantic Africa*. University of Chicago Press.

Mauss, M. (2002). *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Presses Universitaires de France.

Zelizer, V. A. (1997). *The Social Meaning of Money*. Princeton University Press.

Alipui, V. K. (2020). *Le rôle de la monnaie dans le développement économique et social de l'Ouest africain*. L'Harmattan.

Dembelé, M. (2019). Monnaie et parenté au Mali. *Revue d'anthropologie des savoirs*, 15(2), 45–63.

Guyer, J. I. (2004). *Marginal Gains: Monetary Transactions in Atlantic Africa*. University of Chicago Press.

Mauss, M. (2002). *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Presses Universitaires de France.

Mukamurera, M.-E. (2015). Économie sociale et reconnaissance. *Revue canadienne de développement communautaire*, 26(1), 23–38.

Polanyi, K. (1944). *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*. Beacon Press.

Théret, B. (2020). La monnaie comme fait social : théorie unifiée et réalité diversifiée. *Sociologie politique de l'économie*. https://spe.hypotheses.org

Zelizer, V. A. (1997). *The Social Meaning of Money*. Princeton University Press.

Bayart, J.-F. (2000). *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Fayard.

Dia, M. (1996). *African Management: Philosophies, Processes and Practices*. World Bank.

Hountondji, P. (2002). *La rationalité, une ou plurielle?*. Codesria.

Kane, A. (2011). *Homeland and Diaspora: Transnational Networks and Islamic Reform in Senegal*. Oxford University Press.

Mukamurera, M.-E. (2015). Économie sociale et reconnaissance. *Revue canadienne de développement communautaire*, 26(1), 23–38.

Olivier de Sardan, J.-P. (1999). *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. APAD-Karthala.

Sahlins, M. (1972). *Stone Age Economics*. Aldine-Atherton.

Sanogo, B. (2018). Redistribution et solidarité au Mali : entre coutume et recomposition urbaine. *Revue des sciences sociales du Mali*, 12(1), 67–84.

Sow, F. (2004). Genre et solidarité en Afrique de l'Ouest. *CODESRIA Bulletin*, 3(1), 15–22.

Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Éditions de Minuit.

Diouf, M. (2003). *Histoires et mémoires urbaines en Afrique*. Karthala.

Hountondji, P. (2002). *La rationalité, une ou plurielle?*. Codesria.

James, D. (2015). *Money from Nothing: Indebtedness and Aspiration in South Africa*. Stanford University Press.

Kane, A. (2011). *Homeland and Diaspora: Transnational Networks and Islamic Reform in Senegal*. Oxford University Press.

Koné, Y. (2020). Dépenses de prestige et hiérarchies sociales à Bamako. *Revue malienne de sociologie*, 8(1), 55–72.

Mbodj, M. (2017). Mariage et dépense en Afrique urbaine. *Revue des sciences sociales du Sénégal*, 14(2), 33–49.

Niang, A. (2012). Visibilité sociale et consommation rituelle au Sénégal. *CODESRIA Bulletin*, 1(1), 21–28.

Sanogo, B. (2018). Redistribution et solidarité au Mali : entre coutume et recomposition urbaine. *Revue des sciences sociales du Mali*, 12(1), 67–84.

Savané, M.-A. (2005). Femmes, argent et pouvoir en Afrique de l'Ouest. *Revue Femme et Développement*, 3(2), 11–19.

Sow, F. (2004). Genre et solidarité en Afrique de l'Ouest. *CODESRIA Bulletin*, 3(1), 15–22.

Veblen, T. (1899). *The Theory of the Leisure Class*. Macmillan.

Guyer, J. I. (2004). *Marginal Gains: Monetary Transactions in Atlantic Africa*. University of Chicago Press.

James, D. (2015). *Money from Nothing: Indebtedness and Aspiration in South Africa*. Stanford University Press.

Niang, A. (2012). Visibilité sociale et consommation rituelle au Sénégal. *CODESRIA Bulletin*, 1(1), 21–28.

Olivier de Sardan, J.-P. (2003). *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Academia-Bruylant.

Sanogo, B. (2018). Redistribution et solidarité au Mali : entre coutume et recomposition urbaine. *Revue des sciences sociales du Mali*, 12(1), 67–84.

Sow, F. (2004). Genre et solidarité en Afrique de l'Ouest. *CODESRIA Bulletin*, 3(1), 15–22.

James, D. (2015). *Money from Nothing: Indebtedness and Aspiration in South Africa*. Stanford University Press.

Kane, A. (2011). *Homeland and Diaspora: Transnational Networks and Islamic Reform in Senegal*. Oxford University Press.

Koné, Y. (2020). Dépenses de prestige et hiérarchies sociales à Bamako. *Revue malienne de sociologie*, 8(1), 55–72.

Mbodj, M. (2017). Mariage et dépense en Afrique urbaine. *Revue des sciences sociales du Sénégal*, 14(2), 33–49.

Olivier de Sardan, J.-P. (2003). *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Academia-Bruylant.

Sanogo, B. (2018). Redistribution et solidarité au Mali : entre coutume et recomposition urbaine. *Revue des sciences sociales du Mali*, 12(1), 67–84.

Savané, M.-A. (2005). Femmes, argent et pouvoir en Afrique de l'Ouest. *Revue Femme et Développement*, 3(2), 11–19.

Sow, F. (2004). Genre et solidarité en Afrique de l'Ouest. *CODESRIA Bulletin*, 3(1), 15–22.

Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Éditions de Minuit.

Hountondji, P. (2002). *La rationalité, une ou plurielle?*. Codesria.

James, D. (2015). *Money from Nothing: Indebtedness and Aspiration in South Africa*. Stanford University Press.

Kane, A. (2011). *Homeland and Diaspora: Transnational Networks and Islamic Reform in Senegal*. Oxford University Press.

Koné, Y. (2020). Dépenses de prestige et hiérarchies sociales à Bamako. *Revue malienne de sociologie*, 8(1), 55–72.

Mbodj, M. (2017). Mariage et dépense en Afrique urbaine. *Revue des sciences sociales du Sénégal*, 14(2), 33–49.

Niang, A. (2012). Visibilité sociale et consommation rituelle au Sénégal. *CODESRIA Bulletin*, 1(1), 21–28.

Sanogo, B. (2018). Redistribution et solidarité au Mali : entre coutume et recomposition urbaine. *Revue des sciences sociales du Mali*, 12(1), 67–84.

Savané, M.-A. (2005). Femmes, argent et pouvoir en Afrique de l'Ouest. *Revue Femme et Développement*, 3(2), 11–19.

Sow, F. (2004). Genre et solidarité en Afrique de l'Ouest. *CODESRIA Bulletin*, 3(1), 15–22.